

La fédération désobéit à l'Europe

Rudy Demotte refuse le dogme budgétaire et sort de la trajectoire du retour à l'équilibre. Pour investir. Un peu.

● **Martial DUMONT**

« **L**e bateau navigue vers son objectif. Il y arrivera, mais cela ne peut se faire aux dépens des passagers. Le capitaine doit d'abord s'assurer que chacun à bord est bien traité, selon ses besoins... ».

Du André Flahaut dans le texte, pur jus. Et un constat pour le budget 2017 de la fédération Wallonie Bruxelles :

Le retour à l'équilibre ne sera définitivement pas pour 2018, comme souhaité par le Pacte budgétaire européen. Mais pour 2019 au plus tôt. Le déficit sera de 200 millions, soit 45 millions de mieux qu'en 2016.

En sachant aussi qu'à l'entame des travaux budgétaires, le déficit était de 264 millions.

Pourquoi ? A vrai dire pour les mêmes raisons globales qui ont été avancées la semaine dernière par le gouvernement wallon pour justifier les difficultés de rester dans les clous budgétaires ou presque : une dégradation des paramètres macroéconomiques (croissance prévue de 1,2 % au lieu de 1,5 %), la dotation négative de la part du fédéral aux infrastructures hospitalières, ou encore la cotisation responsabilité en matière de pensions (une conséquence de la 6^e réforme de l'État). Sans parler évidemment de l'assainissement des finances publiques qui pèsent tout de même 255 millions cette année.

Continuer à investir

L'équation était donc simple : la fédération aurait pu, si elle l'avait voulu, maintenir le cap de la trajectoire budgétaire. Elle a fait un autre choix : celui de la désobéissance à la Commission européenne et, donc, de l'investissement pour « *redéployer et de renforcer les moyens dans les compétences clés*

pour l'avenir des francophones et singulièrement des jeunes » explique le ministre président, Rudy Demotte.

Au menu : 20 millions € en crédit d'engagement pour nouvel appel à projets pour la création de places dans les bâtiments scolaires, la constitution d'une provision transversale « Enseignement » de 21 millions € qui devrait permettre, entre autres, « *d'enclencher dès qu'elles auront été prises les priorités absolues du Pacte pour un Enseignement d'Excellence* ».

2,5 millions sont aussi prévus pour refinancer le secteur des organisations de jeunesse et des centres de jeunes.

Enfin, l'Enseignement supérieur verra son budget augmenté de 4,7 millions.

La culture recevra également quelques cacahuètes.

Pas de quoi sauter au plafond. Mais par les temps qui courent, un peu d'investissement, c'est une petite révolution.

Reste à voir comment le fédéral, et surtout l'Europe, va interpréter ce « *refus du dogme budgétaire* »... ■